



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51"

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51"

192 rue de Preize - 10000 Troyes

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51"

192 rue de Preize - 10000 Troyes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51",

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne dite "A.T. 10-51" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 27 mai 2025

KPMG S.A.

Patrick
Zeimett

Signature
numérique de
Patrick Zeimett
Date : 2025.05.27
16:18:22 +02'00'

Patrick ZEIMETT

Associé

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : 2CONSO - Consolidation A.T.10-51
Norme Fiscale

En Euro
(Provisoire)

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	70 830,15	63 730,88	7 099,27	10 111,73
Immobilisations corporelles				
Constructions	461 470,21	178 194,16	283 276,05	300 647,95
Installations techniques, matériels et outillage	1 800,01	1 800,01		
Autres immobilisations corporelles	546 425,98	435 666,80	110 759,18	132 235,89
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				91 469,50
Autres titres immobilisés	93 284,25		93 284,25	
Autres immobilisations financières	13 668,49		13 668,49	15 393,40
ACTIF IMMOBILISE - Total I	1 187 479,09	679 391,85	508 087,24	549 858,47
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	21 321,12	10 032,34	11 288,78	8 746,62
Autres créances	69 215,32		69 215,32	5 550,24
Valeurs mobilières de placement	100 437,64		100 437,64	
Disponibilités	1 309 008,20		1 309 008,20	1 189 315,99
Charges constatées d'avance	9 453,83		9 453,83	3 766,04
ACTIF CIRCULANT - Total II	1 509 436,11	10 032,34	1 499 403,77	1 207 378,89
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 696 915,20	689 424,19	2 007 491,01	1 757 237,36

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : 2CONSO - Consolidation A.T.10-51
Norme Fiscale

En Euro
(Provisoire)

PASSIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	100 918,18	100 918,18
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	173 208,91	173 208,91
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>173 208,91</i>	<i>173 208,91</i>
Autres réserves	319 246,72	319 246,72
Report à nouveau	345 270,02	293 040,58
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	<i>169 555,60</i>	<i>169 555,60</i>
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	<i>252 419,73</i>	<i>214 027,13</i>
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>112 161,39</i>	<i>91 100,22</i>
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	<i>(188 866,70)</i>	<i>(181 642,37)</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	186 751,41	52 229,44
Situation nette (sous total)	1 125 395,24	938 643,83
Provisions réglementées	74 348,89	74 348,89
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	1 199 744,13	1 012 992,72
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	192 400,73	162 498,13
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	192 400,73	162 498,13
PROVISIONS		
Provisions pour risques		9 804,13
Provisions pour charges	173 122,55	122 495,80
PROVISIONS - Total III	173 122,55	132 299,93
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	166 229,85	181 437,58
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 283,62	32 465,67
Dettes fiscales et sociales	243 693,78	227 213,19
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 633,20
Autres dettes	8 016,35	6 684,94
Produits constatés d'avance		12,00
DETTES - Total IV	442 223,60	449 446,58
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	2 007 491,01	1 757 237,36
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0,00	0,00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0,00	0,00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0,00	0,00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0,00	0,00
Dont à moins d'un an	0,00	0,00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0,00	0,00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0,00	0,00

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Norme Fiscale

Dossier : 2CONSO - Consolidation A.T.10-51

En Euro

(Provisoire)

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	396,00	408,00
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 322 479,30	2 161 777,30
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	2 271 379,30	2 114 942,30
Ressources liées à la générosité du public	457,92	436,32
<i>Dons manuels</i>	457,92	436,32
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 439,44	9 117,80
Utilisations des fonds dédiés	2 837,13	10 104,47
Autres produits	3 377,59	4 975,01
Total I	2 339 987,38	2 186 818,90
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	306 206,39	326 768,81
Impôts, taxes et versements assimilés	133 097,50	114 768,70
Salaires et traitements	1 185 136,64	1 086 098,52
Charges Sociales	402 344,01	372 847,97
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	123 989,95	88 522,14
Reports en fonds dédiés	32 739,73	153 124,96
Autres charges	4 161,27	7 737,53
Total II	2 187 675,49	2 149 868,63
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	152 311,89	36 950,27
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	1 818,89	905,70
Autres intérêts et produits assimilés	30 145,01	21 434,56
Total III	31 963,90	22 340,26
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	3 280,43	3 563,45
Total IV	3 280,43	3 563,45
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	28 683,47	18 776,81
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	180 995,36	55 727,08
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	391,00	324,00
Sur opérations en capital	5 500,00	
Total V	5 891,00	324,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	134,95	3 821,64
Total VI	134,95	3 821,64
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	5 756,05	(3 497,64)
Total des produits (I+III+V)	2 377 842,28	2 209 483,16
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 191 090,87	2 157 253,72
EXCEDENT OU DEFICIT	186 751,41	52 229,44
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Norme Fiscale

Dossier : 2CONSO - Consolidation A.T.10-51

*En Euro***(Provisoire)**

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
Bénévolat	(23 831,25)	(20 978,00)
TOTAL	(23 831,25)	(20 978,00)
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Personnel bénévole	23 831,25	20 978,00
TOTAL	23 831,25	20 978,00

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

AT10-51

Association Mandataire Judiciaire Aube et Marne

Table des matières

1. OBJET SOCIAL	4
1.1. L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :	4
1.2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
2. FAITS CARACTÉRISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE,	5
2.1. Evènements principaux de la Période	5
2.1.1. Mouvements du Personnel	5
2.1.2. Méthode de calcul de la participation des majeurs	6
2.1.3. Service I.S.T.F :	7
3. FAITS CARACTERISQUES de l'EXERCICE	8
3.1.1. Evaluation HAS du service	8
3.1.2. Mise en œuvre du logiciel qualité	8
3.1.3. Étude CyberSécurité	9
3.1.4. RGPD	9
4. EVÈNEMENTS POST CLÔTURE :	9
5. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	10
5.1. Présentation des comptes	10
5.2. Principales Méthodes Comptables	10
5.3. Changement de méthode d'évaluation	10
5.4. Autres informations	10
6. INFORMATIONS RELATIVES aux POSTES du BILAN	12
6.1. Bilan actif	12
6.1.1. Immobilisations corporelles	12
6.1.2. Créances	13
6.1.3. Compte à terme :	13
6.1.4. SICAV :	13
6.1.5. Charges constatées d'avance	13
6.2. Bilan Passif	14
6.2.1. Fonds Propres	14
6.2.2. Report à nouveau avant répartition du résultat	15
6.2.3. Provisions pour risques et charges	15
6.2.4. Fonds dédiés	16
6.2.5. Dettes	17
7. INFORMATIONS RELATIVES au COMPTE DE RESULTAT	18
7.1. Passage du résultat comptable au résultat administratif (résultat sous gestion contrôlée)	18
7.2. Tableau de répartition des produits d'exploitation en €	19

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

8.	AUTRES INFORMATIONS	19
8.1.	Contributions volontaires en nature	19
8.2.	Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)	20
8.3.	Engagements financiers	20
8.4.	Crédit-Bail	20
8.5.	Informations relatives à la rémunération des dirigeants	20
8.6.	Informations relatives à l'effectif	20
8.7.	Informations relatives aux avoirs des usagers	21

1. OBJET SOCIAL

1.1. L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association a pour but, sur les Départements de l'Aube et de la Marne, et en liaison avec l'Union Nationale des Associations de Parents, de Personnes Handicapées mentales et de leurs amis (Unapei.) :

- D'assurer la protection de la personne et la sauvegarde des biens des Personnes Handicapées mentales dont les parents vivants ou décédés sont ou étaient adhérents à une Association rattachée à l'Unapei, et d'autres Personnes Handicapées mentales sur décision spécifique du Conseil d'Administration,
 - D'assumer, dans la limite ci-dessus, toutes fonctions de protection, notamment en application du Titre XI du Code Civil et de toute disposition législative et réglementaire éventuellement applicable,
 - D'apporter aux Tuteurs familiaux et aux Familles adhérents à l'Association, information et soutien technique pour l'exercice de la mesure de leur enfant ou de leurs parents,
- Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Missions de représentation des personnes placées en mesure de tutelle.
- Missions d'assistance des personnes placées en mesure de curatelle.
- Informations et soutien aux familles ou amis de personnes handicapées en charge de la mesure de protection de leur proche, ou en passe de le devenir.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

au 31/12/2024, l'activité de Protection Judiciaire des Majeurs s'est exercée auprès d'environ :

- 615 personnes dans le département de l'Aube
- 483 personnes dans le département de la Marne

2. FAITS CARACTÉRISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE.

2.1. Evènements principaux de la Période

2.1.1. Mouvements du Personnel

ABSENCES SALARIES :

Sur le secteur Marne :

Absence de Mme ROCHE Julie de mai 2024 à septembre 2024 pour congé maternité. Le remplacement a été assuré par les membres de l'équipe et notamment l'accroissement du temps partiel de M. DEGBOE Elfried

Sur le secteur Aube

Sur le premier trimestre 2024, le congé maternité de Mme Sarah GEOFFROY s'est poursuivi, elle a été remplacée en CDD par Mme Camille DURBEC.

DEPARTS :

Sur le secteur Aube :

Nous avons eu 1 départ sur cette année 2024, suite à une démission de salariée

Une Déléguée MJPM, Céline LOGEARD, le 14 juin 2024 après 4 ans passés au sein de l'AT.

Sur le secteur Marne :

Nous avons eu 5 départs sur cette année 2024, suite à des démissions de salariés.

En mars 2024, Mme DENTINGER Cathy démissionne après 7 ans au service. Elle a saisi l'opportunité d'exercer un poste proposé en télétravail partiel

En juillet 2024, après 1 an au service, Mme MOUSSELIN Mathilde quitte ses fonctions de comptable tutélaire pour une reconversion professionnelle.

En août 2024, démission de Mme TRUCHON Maëlle de son poste de MJPM pour prendre un poste similaire plus proche de son domicile.

En octobre 2024, Mme SERVAS Léa quitte son poste de MJPM après seulement 6 mois pour un poste au département.

En novembre 2024, Mme LALLEMENT Chloé a dû être licenciée pour refus de se former à la licence professionnelle MJPM, diplôme indispensable à l'exercice des fonctions de mandataire.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

EMBAUCHES SALARIES :**Sur le secteur Aube :**

Une comptable tutélaire, Mme Laurence BARDADI, a été embauchée le 15 janvier 2024 après une période intérimaire de 2 mois.

Une déléguée MJPM, Laura THUAL, embauchée en CDI temps plein au 17 juin 2024 sur le poste laissé vacant depuis le 14 juin 2024.

Sur le secteur Marne :

En mars 2024, Mme SERVAS Léa est embauchée au poste de MJPM laissé vacant par Mme DENTINGER Cathy.

En mai 2024, M DEGBOE Elfried est embauché au poste de MJPM, il a tout d'abord assuré le remplacement maternité de Mme ROCHE Julie, et au 1er octobre, assure les fonctions du poste accordé au budget 2024.

En juillet 2024, Mme BEJAOUI Sabrina arrive sur le poste de l'accueil puisque Mme DEBLON Cynthia qui l'occupait est promu au poste de comptable tutélaire laissé vacant par Mme MOUSSELIN Mathilde

En septembre 2024, Mme ALLUCHON Stéphanie est embauchée pour remplacer Mme TRUCHON Maëlle au poste de MJPM.

En novembre 2024, Mme DJORDJEVIC BASSO Cassandra arrive en tant que MJPM en remplacement de Mme SERVAS Léa tout en effectuant sa licence professionnelle à la faculté de Reims.

Ce même mois, Mme GERARD Aline vient en remplacement de Mme LALLEMENT Chloé en qualité de MJPM.

DEPART A LA RETRAITE :

Néant

2.1.2. Méthode de calcul de la participation des majeurs

La participation des majeurs protégés est établie, selon des modalités fixées par le décret n° 2008-1554 du 31 décembre 2008, modifié par les décrets n° 2011-710 du 21 juin 2011 et n°2011-936 du 1^{er} août 2011.

Modification de la participation des majeurs à compter du 1^{er} septembre 2018, suite au décret n°2018-767 du 31 Aout 2018, celui-ci a été annulé partiellement par le conseil d'Etat en date du 12 février 2020, attestant que l'A.A.H devait rester le montant de la franchise des ressources à ne pas prendre en compte.

Actuellement, le calcul initial réalisé en début d'année pour la participation mensuelle des majeurs est révisé régulièrement au cours de l'année. En effet, dès qu'une modification de ressources ou d'hébergement survient, les frais de gestion des majeurs concernés doivent être révisés pour éviter le recalcul unique en fin d'année.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

2.1.3. Service I.S.T.F :

Le service d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux (I.S.T.F.) a pour but de conseiller et de soutenir les tuteurs familiaux parfois démunis ou dépassés par les obligations juridiques ou administratives imposées à tout tuteur, qu'il soit professionnel comme l'at10-51, ou parent bénévole.

Pour l'année 2024, le poste de chargé de mission ISTF a été pleinement pourvu.

Comme nous le notons depuis sa création, ce service monte en puissance au sein de l'AT10-51. A noter, en 2023, une baisse d'activité suite au départ de la personne chargée de ce service et une remontée de l'activité depuis l'arrivée de Mme Morisset en charge de l'ISTF.

Malgré tout, le financement n'est toujours pas pérenne, dépendant pour chaque exercice, d'une subvention annuelle. La subvention étant révélée en cours d'année, le service ISTF ne peut fonctionner que grâce au financement de l'at10-51. Ainsi chaque année, nous sommes dans l'attente du renouvellement de la subvention sans savoir si le service pourra perdurer pour l'année en cours et si la subvention couvre les frais de fonctionnement calculés lors de la demande de subvention.

Une clé de répartition a été mise en place pour des frais de siège, le montant pour 2024 s'élève à 3 375.35 €.

Pour l'année 2024, nous avons obtenu une subvention de 47 100 € pour financer l'activité du service ISTF

Le service ISTF présente au 31.12.2024 un résultat excédentaire de 2 938 €.

Sur cette fin d'année 2024, le bilan des actions est le suivant :

- 98 rendez-vous personnalisés :
 - 6 rendez-vous à domicile
 - 54 rendez-vous au service
 - 38 rendez-vous dans les MJD de Troyes et de Romilly lors des permanences (mensuelles pour Romilly et toutes les deux semaines pour Troyes)
- 3 sessions d'information au Tribunal d'Instance de Troyes (3 tenues pour 4 programmées)
- des réunions d'information auprès de partenaires (Foyer de Mantenay, la Roseaie, assistantes sociales APEI, visioconférence réseau France Service)
- Baisse de -30% des rendez-vous pris dans les permanences MJD, surtout à Troyes alors que nous avons doublé le nombre des permanences (2 vendredi matin/mois) ; compensée par une forte augmentation des rendez-vous personnalisés à l'AT10 ou à domicile en 2024, sans atteindre complètement le niveau des années antérieures.
- Une augmentation significative des échanges par téléphone et par courriels. Une partie de ce résultat est lié au comptage systématique mis en place.

3. FAITS CARACTERISQUES de l'EXERCICE

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

3.1.1. Evaluation HAS du service

Cette évaluation obligatoire pour tous les services médicosociaux de France s'est déroulée les 17, 18 et 19 septembre 2024. Pour cette évaluation, l'at10-51 a bénéficié d'un CNR au BP 2024 de 13 200 €.

Une étude comparative des offres de différents cabinets d'audit a été menée à partir de janvier 2024. C'est le cabinet AUTONOMII qui a été sélectionné par le comité de sélection composé de membres du Conseil d'Administration.

Comme l'indique l'Appréciation générale de fin de rapport :

L'évaluation du service, s'est déroulée, dans un contexte favorable. Pendant ces journées a régné un climat sain, bienveillant, sans entrave pour les évaluateurs. De nombreux professionnels, ainsi que la gouvernance ont été disponibles. Les professionnels ont été jugés impliqués dans leurs missions, bienveillants, soucieux de garantir les droits des usagers en favorisant, autodétermination et préservation de l'autonomie. Les majeurs protégés rencontrés expriment leur satisfaction globale, tant au niveau de la disponibilité que de la réactivité de leurs mandataires.

Sur les 157 critères, dont 18 impératifs, 3 de ces critères impératifs n'ont pas atteint la note de 4.

Il y a donc 3 des plans d'action à mettre en place dans les 5 ans à venir.

Il s'agira de définir :

- un plan de gestion des risques de maltraitance et de violence au bénéfice des personnes accompagnées.
- Un recueil des plaintes et des réclamations et de leur traitement.
- Une communication du plan de gestion de crise en interne et en externe.

Les évaluatrices ont aussi mis en exergue la volonté d'innovation du service avec la mise en place d'un service d'information et de soutien aux Tuteurs Familiaux sur le secteur Aube.

3.1.2. Mise en œuvre du logiciel qualité

Dans le cadre de la refonte de la démarche qualité de l'at10-51, une étude a été menée afin de trouver un logiciel qualité adapté à notre fonctionnement et taille de structure. Des recherches avaient déjà été menées mais le coût de ce type de logiciels avait bloqué cette perspective.

De nouveaux acteurs sur ce marché ont permis de reprendre ces recherches grâce à des rapports coûts/intérêts plus en adéquation avec les capacités financières de l'at10-51.

Le logiciel qualité retenu est Qualinéo, pour un montant annuel de 1 512 €, financé par une nouvelle mesure financière accordée au budget 2024.

Ce logiciel, en plus des fonctionnalités classiques d'un logiciel de gestion de la qualité, va permettre de répondre à différents points soulevés par l'évaluation HAS, y compris pour les plans d'action obligatoire à mettre en œuvre.

3.1.3. Étude Cybersécurité

Une troisième étude a été menée sur cette année 2024. Il s'agissait d'une étude de cybersécurité pour l'ensemble du système informatique de l'at10-51. Une étude comparative a été menée début 2024, pour déterminer le cabinet d'étude le plus à même de faire ce travail. C'est le cabinet UNUMKEY d'Epinal qui a été choisi au sein de la liste de prestataires agréés par la région Grand Est.

Cette étude a été financée par un crédit non reconductible de 8 500 € au budget 2024, ainsi que par l'obtention d'une aide de la région Grand Est de 4 000 €.

L'étude s'est déroulée en plusieurs temps sur les mois de novembre et décembre, en particulier avec une présence dans les locaux de Troyes les 8 et 9 novembre 2024.

Si aucune faille de sécurité externe notable n'a été trouvée par les experts informatiques du cabinet UNUMKEY, un certain nombre de problèmes a été relevé en interne.

Après le rendu de l'étude, un travail a été accompli avec le prestataire informatique de l'at10-51 pour résoudre un maximum des points relevés. Il s'agissait essentiellement de mise à jour de logiciels obsolètes, de changement du système de sauvegarde, de l'ajout de logiciel antivirus et de la mise en place de nouvelles règles de sécurité informatique (politique de mots de passe, rappel de la charte informatique, etc..)

3.1.4. RGPD

Dans la continuité de l'étude RGPD menée par le cabinet KPMG en 2023, un appel d'offre a été lancé sur le site de l'AFCDP pour trouver le Délégué à la Protection des Données de l'at10-51 (DPO).

C'est le cabinet INKIVARI qui a été choisi pour cela et désigné en tant que tel auprès de la CNIL.

Le cabinet INKIVARI a mené de nouveau un audit RGPD sur la structure, aidé par le travail déjà accompli par des membres du personnel sur le registre des traitements initié par la FNAT.

Le cout du travail initial d'INKIVARI a été financé par un crédit non reconductible au budget 2024 pour une facture finale de 7 275 € ttc.

Pour la suite, les fonctions de DPO font l'objet d'un contrat annuel pour un montant prévu de 5 241 € ttc.

4. EVÈNEMENTS POST CLÔTURE :

Pas d'événement notable entre la clôture du 31/12/2024 et la date de rédaction de cette annexe.

5. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

5.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

5.2. Principales Méthodes Comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC)

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC 2014-03, et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément aux dispositions spécifiques applicables du règlement n° 2018.06 pour les organismes sans but lucratif et n°2019-04, spécifiques au ESSMS, applicable depuis le 1^{er} janvier 2020.

5.3. Changement de méthode d'évaluation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'évaluation ayant un impact significatif

5.4. Autres informations

La Loi du 5 mars 2007 sur la Réforme des Tutelles entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2009 nous oblige à intégrer l'ensemble des dispositions inhérentes aux règles budgétaires, comptables et financières des Etablissements et services sociaux et médico-sociaux. (E.S.M.S)

Le Code de l'action sociale et des familles fixe les règles budgétaires, comptables et financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux. Ces règles sont fixées par les articles L 314-1 à L 314-9 du Code de l'action sociale et des familles (CASF) et les articles R 314-1 et suivants des CASF.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

Le budget du service est donc présenté dans ce cadre budgétaire normalisé.

Depuis le passage en Dotation Globale de Financement (DGF), le bilan et le compte de résultat sont présentés en consolidés, nous avons procédé à la séparation des comptes selon trois entités :

service MAJEUR AT10-51

Service I.S.T.F

service SIEGE SOCIAL AT10-51

La provision congés payés est comptabilisée en respectant la méthode adoptée selon le cadre du tiers financeur des ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX (E.S.M.S), pour un montant au 31/12/2024 de ➔ **152 395.12 €** charges sociales comprises.

6. INFORMATIONS RELATIVES aux POSTES du BILAN

6.1. Bilan actif

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations et amortissements (K€)

K€	31/12/2022	↗	↘	31/12/2023
Immos incorporelles	70	3	3	70
Immos corporelles	997	27	13	1 011
Immos Corpor. en cours	-		-	-
Immos financières	106		-	106
Total Immos brutes	1 173	30	16	1 187
Amortissements	623	72	16	679
Total Immos nettes	550	- 42		508

Immobilisations incorporelles

Ce poste comprend des logiciels amortis en linéaire sur des durées allant de 2 à 5 ans.

6.1.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

La principale acquisition concerne la construction et les travaux déjà comptabilisé en partie en travaux en cours à l'exercice précédent.

Les amortissements des immobilisations sont calculés suivant la méthode linéaire :

Constructions	30 ans
Agencements et aménagement des terrains	20 ans
Installations générales, agencements	5 à 20 ans
Matériels de transport neufs	5 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 à 10 ans

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

6.1.2. Créances

Créances €	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1	
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	0		
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	21 321	21 321	
Autres	69 215	69 215	-
Charges constatées d'avance	9 454	9 454	
TOTAL	99 990	99 990	-
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			
(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours			

6.1.3. Compte à terme :

Deux comptes à terme sont en cours au 31/12/2024 et sont valorisés pour 100 438 € au total.

6.1.4. SICAV :

Néant.

6.1.5. Charges constatées d'avance

Elles sont principalement constituées d'abonnement, téléphonie, de frais de maintenance informatique et de charges locatives de copropriété payés d'avance et qui concernent le premier trimestre 2024 qui s'élèvent à 9 454 €.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

6.2. Bilan Passif

6.2.1. Fonds Propres

Tableau des variations des Fonds propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	100 918				100 918
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Réserves	492 456				492 456
Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	173 209				173 209
Report à nouveau	293 041	52 229			345 270
Dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	91 100	21 061			112 161
Excédent ou déficit de l'exercice	52 229	- 52 229	186 751		186 751
Dont résultat des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	13 837	- 13 837	174 280		174 280
Fonds propres de la totalité des Fondations abritées	-				-
Situation nette	938 644	-	186 751	-	1 125 395
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	-				-
Provisions règlementées	74 349				74 349
TOTAL	1 012 993	-	186 751	-	1 199 744

Depuis le 1^{er} janvier 2020, pour rappel, Il n'existe plus de compte 116 mais un seul compte 115 report à nouveau des activités sociales et médico-sociales (SMS) sous gestion contrôlée avec des subdivisions spécifiques.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

6.2.2. Report à nouveau avant répartition du résultat**Tableau du report à nouveau avant répartition du résultat €**

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées :		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté des activités sous gestion contrôlée		112 161
Report à nouveau des activités propres de l'entité		421 975
Dépenses inopposables aux financeurs	189 691	824
SOLDE	189 691	534 961

6.2.3. Provisions pour risques et charges

K€	31/12/2023	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	31/12/2023
Provisions Créances douteuses	9,2	1,47	0,64	10,03
Provisions indemnités départ retraite	122,4	50,6		173
Provision risques CP Droit européen	9,8		9,8	0
TOTAL DES PROVISIONS	141,4	52,07	10,44	183,03

Les frais de gestion dus, mais non réglés, par certains majeurs décédés sont provisionnés en "Provisions créances douteuses". Ces sommes sont déclarées au passif des successions concernées dans la perspective d'un règlement, lors du traitement du dossier successoral.

Des frais de gestion facturés à des majeurs sous curatelle simple ayant fait l'objet de plusieurs relances et restant impayés en fin d'exercice sont également provisionnés en « créances douteuses ».

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice. Cela concerne les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, elle s'élève à **173 122.55 €**.

Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'Association à l'âge de la retraite, en fonction du taux de rotation des salariés et de table de mortalité, d'un taux d'évolution des rémunérations de 1.5 % et d'un taux d'actualisation de 3.70 %. Le taux de charges sociales appliqué est de 44%.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

6.2.4. Fonds dédiés**TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS**

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
	Montant global		Montant global	Montant global	
Subventions d'exploitation (1)	6 128			6 128	6 128
Fonds dédiés à l'exploitation	6 128			6 128	
Contributions financières des autorités de tarifications aux entités gestionnaires d'ESSMS	156 371	32 739	2 837	186 273	12 128
Fonds dédiés à l'investissement	156 371	32 739	2 837	186 273	
	-			-	
TOTAL	162 499	32 739	2 837	192 401	18 256

Suite au règlement ANC n°2018-06, depuis le 1^{er} janvier 2020, les fonds dédiés sont présentés au niveau du compte de résultat, en charges d'exploitation et produits d'exploitation. Ils apparaissaient au niveau du résultat exceptionnel.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

6.2.5. Dettes

Dettes(b) €	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	166 230	15 496	64 979	85 754
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 284	24 284		
Dettes fiscales et sociales	243 694	243 694		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Autres dettes	8 016	8 016		
Produits constatés d'avance	-			
TOTAL	442 224	291 490	64 979	85 754
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	-	-		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-	-		

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

7. INFORMATIONS RELATIVES au COMPTE DE RESULTAT

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre		9 532,48
service MJPM AT10-51 (sous Gestion Contrôlée)		174 281,25
Service I.S.T.F		2 937,68
Résultat de l'exercice comptable excédentaire		186 751,41

Résultat par activité ou établissement

Tableau de détermination de l'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (Art 153-2 ANC 2019-04-ESSMS)

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL D L'ENTITE	Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT COMPTABLE	186 751	52 229
Reprises du résultat antérieur	-	55 835
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	186 751	108 064
Dont résultat effectif sous gestion propre	9 532	7 643
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	177 219	47 586

7.1. Passage du résultat comptable au résultat administratif (résultat sous gestion contrôlée)

AT 10-51	Résultat	Provision	Dotations	Retraite-	Reprise	Résultat
Etablissements & Services	Comptable	Congés Payés	aux Amortissem-ents *	ment des réserves	du Résultat N-2	Administratif
Service Majeur AT 10	174 281,25	9 546,64	6 400,00	0,00	0,00	190 227,89
TOTAL GENERAL	174 281,25	9 546,64	6 400,00	0,00	0,00	190 227,89

*« Le montant des dotations aux amortissements retraitées du résultat comptable (6 400€) correspond aux dotations aux amortissements des investissements non financés par l'autorité de tarification des tutelles.

Par conséquent, les dotations sont imputées sur le compte 1159210 reports à nouveau constitués de charges des activités ESMS sous gestion contrôlée dont la prise en compte des amortissements sont différés. Ils correspondent à la quote-part de la dotation aux amortissements relative aux locaux de la Marne.

7.2. Tableau de répartition des produits d'exploitation en €

	31.12.2024
Dotation globale de financement	1 895 520,89
Participation des majeurs	375 334,16
autres mesures AD HOC	524,25
Subvention service ISTF	47 100,00
Reprise provision	10 439,44
transferts de charges	
autres Produits	8 231,51
Utilisation des fonds dédiés	2 837,13
TOTAL	2 339 987,38

8. AUTRES INFORMATIONS

8.1. Contributions volontaires en nature

Suite au nouveau règlement ANC N°2018-06, il est un principe de recenser, valoriser et comptabiliser dans des comptes de classe 8, au pied du compte de résultat, la nature et l'importance des CVN.

En l'occurrence, il s'agit de bénévolat :

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat dont notre entité a bénéficié correspond à la valorisation des heures de bénévolat du Président, soit 240 heures, et à celles des administrateurs ayant participé à la commission éthique soit 47.50 heures.

Ces heures sont valorisées à hauteur de 5 fois le SMIC chargé en vigueur au 31/12/2024 soit 61.70 € .

Ainsi, en 2024, le bénévolat est valorisé pour 23 831,25 €.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

8.2. Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte pour un montant de **391 €**
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit **457.92 €**. Le montant est quasi identique à l'exercice précédent.

8.3. Engagements financiers

Néant

8.4. Crédit-Bail

Néant

8.5. Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi N°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevée en **2024** à : 57 852.58 € brut.

8.6. Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie de personnel

Catégories	Homme	ETP Hommes	Femme	ETP Femmes	Total	Total ETP
Cadres	1	1,00	4	4	5	5
Employés	0		2	1.88	2	1.88
Technicien qualifié	0		7	7.40	7	7.40
Technicien supérieur	3	2.57	20	19.31	23	22.18
TOTAL	4	3,57	33	32.58	37	36.16

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

8.7. Informations relatives aux avoirs des usagers

Extrait de la réponse CNEC – 2001.31 – Juillet 2001 – intégration des comptes des mandants dans une association tutélaire.

“ La commission a estimé que les comptes bancaires des protégés font partie intégrante des comptes annuels de l’association et doivent figurer au bilan dans des subdivisions du compte 467 à l’actif (comptes 4672 “comptes gérés des tiers particuliers”, selon le plan comptable des UDAF) . Leur contrepartie au passif figurera également en subdivision du compte 467. Seuls les biens pour lesquels l’association a reçu un mandat de gestion sont concernés par ce traitement comptable.”

En conséquence, il conviendrait de comptabiliser une écriture qui présente le solde des comptes bancaires des personnes protégées en « doublon » (à l’actif dans une subdivision du compte 467 et idem au passif). Le traitement est différent selon les cas (voir ci-dessous tableau récapitulatif)

	SAUVEGARDE DE JUSTICE	CURATELLE SIMPLE	CURATELLE RENFORCEE	TUTELLE
Règle de droit	La personne protégée conserve l'exercice de ses droits : - elle gère elle-même ses comptes courants sauf nomination à cet effet d'un mandataire spécial, par le juge des tutelles, - elle gère également ses capitaux .	La personne sous curatelle simple gère seule ses comptes courants .	Le curateur : - perçoit seul les revenus de la personne protégée sur un compte ouvert au nom de cette dernière, - assure le règlement des dépenses auprès des tiers, - assure la gestion des excédents.	La personne protégée est représentée par le tuteur , dans les actes nécessaires à la gestion de son patrimoine. Le tuteur agit seul en justice pour faire valoir les droits patrimoniaux de la personne en tutelle. Le conseil de famille ou à défaut le Juge, détermine les sommes à placer. Toutefois le curateur peut – sans autorisation – placer des fonds sur un compte.
Traitement comptable	Sauf disposition spéciale prévue par le juge : - les comptes courants et les comptes de placement des majeurs protégés ne doivent pas être intégrés dans les états financiers de l'AGT. Dans la pratique, le juge autorise dans l'ordonnance d'ouverture la gestion des comptes courants par les MJPM mais pas les comptes de placement. Dans ce cas de figure le plus souvent rencontré, les comptes courants doivent être intégrés dans les comptes de l'AGT. Les comptes de placement en sont exclus.	- Les comptes courants ne doivent pas être intégrés dans les états financiers de l'AGT. - Les comptes de placement font l'objet d'un mandat de gestion, ils doivent être intégrés dans les comptes de l'AGT.	L'AGT dispose d'un mandat de gestion à la fois : - sur les comptes courants , et - sur les comptes de placement . A ce titre, l'ensemble des comptes bancaires des majeurs doivent être intégrés à l'actif et au passif sans exception.	

Notre logiciel permet d'extraire la situation de l'ensemble des comptes de nos usagers à la date d'édition.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentés en Euros

Néanmoins, les limites de cette édition nous interrogent sur la réalité de la situation financière de nos usagers à date fixe :

- d'une part, pour les sauvegardes de justice, les comptes de placement renseignés sont pris en compte
- d'autre part, cette édition s'avère évolutive sur les premières semaines de l'année : la mise à jour des comptes de placement avec le versement des intérêts perçus au 31 décembre ne peut se faire qu'au fur et à mesure de la réception des relevés de compte de toutes les banques
- enfin, un usager rendu « non actif » en janvier (pour cause de décès, transfert, levée de mesure..) sera absent de cette édition

Face à cette inquiétude quant à la véracité du montant qu'il nous faudrait porter au bilan consolidé, il est décidé :

- de ne pas procéder à la comptabilisation des avoir des usagers
- de porter ici à la connaissance du lecteur que le montant au

31/12/2024 est de 53 413 k€, sous réserve des limites sus-citées.